Bulletin du Comité de Liaison des Retraités

Comité de liaison des retraités

Boite 29 - 80 rue de Montreuil 75011 PARIS

Tel : 01.44.64.64.44 - Fax : 01.43.48.96.16 E-

mail : clr@solidairesfinancespubliques.org

EDITO SEPTEMBRE 2017

Solidaires
SYNDICAT NATIONAL
Finances
Publiques

Merci Monsieur le Président !

Ce que le gouvernement donne d'une main, doit-il vraiment le reprendre de l'autre ?

Ainsi, la suppression des cotisations maladies et chômage des salariés du secteur privé sera financée par une hausse de la CSG de 1,7%.

Environ 10 millions de retraité-es, ayant un niveau de vie élevé, sans doute « trop élevé » car percevant une pension supérieure à 1 180 €, seront touché-es par cette hausse de la CSG.

Mais ce n'était sans doute pas suffisant puisque ce sont les plus vulnérables d'entre nous qui vont aussi subir la baisse de 5€ de l'APL et, ne vous en déplaie cher Président, ce n'est pas votre appel à une baisse équivalente des loyers qui va éviter l'appauvrissement des retraité-es.

Après la création de la CASA (Contribution Additionnelle de Solidarité pour l'Autonomie) au taux de 0,3 % payée par les seul-es retraité-es, après la non revalorisation des pensions - est-il nécessaire de rappeler que la dernière revalorisation significative date d'Avril 2013 - cette augmentation de la CSG sera une nouvelle atteinte au pouvoir d'achat des retraité-es, un nouveau coup dur que beaucoup auront du mal à encaisser (à décaisser) !

Après la suppression de la demi part supplémentaire pour les personnes seules ayant élevé des enfants, et la fiscalisation des majorations de pensions pour avoir élevé plus de trois enfants, les retraité-es pouvaient penser, à juste titre, avoir suffisamment contribué à la solidarité nationale.

Mais c'était sans doute « mal penser » car sinon comment le gouvernement pourrait-il compenser ses mesures électoralistes telles que la baisse de l'ISF, la transformation du CICE (Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi) et la baisse de l'Impôt sur les Sociétés ?

D'après le Comité de Suivi des Retraites « une mesure telle qu'une sous indexation des pensions permettrait des économies assez rapides et se répercuterait sur les années suivantes. Elle pourrait cependant poser des difficultés d'acceptation au moment de la hausse de la CSG. »... !!!!

Et nous y voilà aux moments des difficultés d'acceptation !

Pour nous, les retraité-es de Solidaires Finances Publiques, il est plus que temps de montrer que ce prélèvement supplémentaire va poser des problèmes et qu'à l'instar de nos collègues fonctionnaires, « les retraité-es ne peuvent et veulent pas servir de variable d'ajustement à la politique économique de la France » !

Alors oui, nous retraité-es de Solidaires Finances Publiques, nous serons toutes et tous dans la rue le 28 septembre 2017

CSG ET RETRAITES

La Contribution Sociale Généralisée ... un peu d'histoire

Votée à l'automne 1990 dans le cadre de la loi de finances, la CSG a été créée au taux de 1,1% le 1^{er} février 1991 par le gouvernement Rocard pour financer la CNAF (Caisse nationale des allocations familiales) ... puis portée au taux de 2,4% au 1^{er} août 1993 par le gouvernement Balladur, affectée au financement du Fonds de Solidarité Vieillesse, non compensée par une baisse de cotisation. S'agissant d'un impôt, la CSG ne pouvait donc être déductible des revenus.

Sous le gouvernement d'Alain Juppé, elle atteint 3,4 % après la création d'une taxe "provisoire" de 0,5 %, la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS). L'assiette de la CSG devient alors très large : elle est étendue aux revenus du patrimoine et aux revenus de remplacement, à savoir les pensions de retraite et d'invalidité, les allocations chômage et préretraites.

Les retraité-es enregistraient là, une première baisse de leur pouvoir d'achat puisque non concerné-es par la baisse des cotisations ouvrières. Ce supplément de CSG par transfert de cotisations est donc devenu normalement déductible.

La méthode semble séduire les femmes et les hommes politiques de notre pays et l'histoire va se répéter, puisque la CSG sera à nouveau augmentée par le gouvernement de Lionel Jospin d'un montant de 4,1 % en contrepartie de la baisse de cotisations maladie, déductible, affectée au financement de la CNAMTS (*Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés*).

Le gouvernement actuel ne pouvait être en reste et une nouvelle augmentation de 1,7 point est prévue pour le 1^{er} janvier 2018, en compensation de la suppression de 3,15 points de cotisations salariales pour la maladie et le chômage, donnant ainsi, et selon le gouvernement, un peu de « pouvoir d'achat aux salariés ». L'augmentation de la CSG sera appliquée dès le 1^{er} janvier mais les baisses de cotisation seront, elles, étalées dans le courant de l'année. Il n'y a pas de petits bénéficiaires pour renflouer les caisses de l'Etat...

Et les retraités dans tout cela ?

Une fois de plus, c'est leur pouvoir d'achat qui est en berne, 1,7 point soit 25 % d'augmentation de la CSG pour les retraité-es ! Bien sûr, cette augmentation de la CSG ne touchera pas les pensions les plus modestes puisqu'elle ne concernera que les retraité-es percevant des pensions élevées, c'est-à-dire plus de 1 180 € par mois. Le début de l'opulence sans aucun doute !!!

Bien sûr, il y aura la suppression progressive de la taxe d'habitation mais ce n'est pas cette suppression qui pourra nous rendre du pouvoir d'achat... En théorie entièrement compensée par une dotation de l'Etat, en bons contribuables nous continuerons à la payer ... sous une autre forme !

DATES A RETENIR : à l'issue du séminaire gouvernemental qui s'est tenu le 28 août dernier, le Premier ministre, Edouard Philippe, a indiqué les grandes dates à retenir (outre les 5 ordonnances modifiant le codes du travail présentées le 31 août) pour les semaines à venir. Ainsi seront présentés :

- le mercredi 27 septembre le projet de loi de finances (PLF 2018),
- et le jeudi 28 septembre le projet de loi du financement de la Sécurité Sociale (PLFSS 2018).

Le contenu prévisible du PLF 2018

Mesures en faveur des entreprises	Mesures à destination des ménages
<ul style="list-style-type: none">- abaissement progressif du taux normal de l'impôt sur les sociétés de 33,33 % à 25 % sur la durée du quinquennat ;- suppression de la contribution additionnelle à l'IS de 3 % compte tenu des récentes décisions judiciaires ;- instauration d'une taxe temporaire à la charge des grandes entreprises dont le chiffre d'affaires excède 1 milliard € afin de financer les conséquences de la suppression de la contribution additionnelle de 3 % ;- transformation du CICE en réduction pérenne de cotisations sociales à compter du 1^{er} janvier 2019 ;- sanctuarisation du crédit impôt recherche (CIR) ;- doublage du plafond du Chiffre d'affaires permettant d'exercer une activité indépendante sous le statut de micro-entrepreneur (ex autoentrepreneurs) en 2018.	<ul style="list-style-type: none">- suppression de la taxe d'habitation (TH) pour 80% des ménages qui sera mise en place progressivement. Dès 2018, la TH diminuera pour 30 % des foyers ;- mesures visant à revoir la fiscalité énergétique (taxe carbone, rapprochement du prix du gasoil avec l'essence) ;- suppression de l'ISF et son remplacement par un impôt sur la fortune immobilière (IFI) ;- Impôt sur le revenu : les revenus de capitaux mobiliers ne seraient plus soumis au barème progressif mais à un prélèvement forfaitaire de 30 % intégrant l'IR et les prélèvements sociaux.

LE CETA : UN DANGEREUX TRAITE COMMERCIAL ENTRE L'UE ET LE CANADA

qui va entrer en application « provisoire » dès le 21 septembre 2017

Accord Economique et Commercial Global ... CETA

Le CETA (*Comprehensive Economic and Trade Agreement*) est un traité international de libre échange entre l'Union européenne et le Canada. La négociation a commencé le 6 mai 2009, pour se conclure par sa signature le 30 octobre 2016. C'est, à ce jour, le premier accord commercial bilatéral de l'UE avec une grande puissance économique, le plus ambitieux jamais négocié.... en toute opacité comme TAFTA dont nous parlerons dans un prochain article. Ce n'est que grâce au blocage institutionnel provoqué par la Wallonie, au moment de la signature, que ce sujet, pourtant si important, est apparu dans le débat public.

Pourquoi un accord avec le Canada ?

Le Canada est un partenaire commercial important de l'UE. Il est au 12^{ème} rang des relations commerciales de l'Union, tandis que l'UE est le 2^{ème} partenaire commercial du Canada, juste après les Etats-Unis.

Le volume des échanges entre les deux partenaires s'élève à près de 60 milliards d'euros par an. L'UE exporte vers le Canada principalement des machines, des équipements de transports et des produits chimiques. Les services commerciaux représentent près de 26 milliards d'euros* principalement des services de transport, de voyage et d'assurance. Le Canada est le 4^{ème} investisseur étranger dans l'UE (plus de 142 milliards d'euros*) tandis que l'UE est le 2^{ème} investisseur étranger au Canada. * Chiffres 2012.

Le CETA a pour objectif de renforcer ces liens commerciaux mais aussi de créer un environnement plus stable pour soutenir les investissements entre les deux partenaires.

De plus, le Canada constitue pour l'UE une très importante réserve de ressources naturelles, énergétiques et de savoir-faire. Ce traité assurerait donc l'accès à des marchés économiques d'envergure pour l'UE et le Canada, stimulant ainsi la croissance européenne en renforçant la compétitivité des entreprises et en leur permettant de s'ouvrir à des marchés dynamiques et équitables. La Commission européenne estime que le CETA devrait accroître de 25% les échanges commerciaux entre l'UE et le Canada et entraînerait une augmentation du PIB de l'UE de 12 milliards d'euros par an.

Alors Pourquoi être CONTRE cet accord ?

Malgré les nombreux bénéfices attendus de l'accord, le CETA n'est pas exempt de critiques et soulève de nombreuses questions. Le blocage de trois gouvernements régionaux de Belgique en est la preuve.

Suppression de 93 % des droits de douanes ... une amplification de la crise agricole en France

Si le traité prévoit de supprimer plus de 99 % des droits de douanes entre l'UE et le Canada, il prévoit dans le sens Canada-UE des exceptions sur certains produits agricoles comme les viandes bovines et porcines toujours soumises à des quotas. De plus, le texte prévoit l'ouverture progressive des quotas dans le sens UE-Canada. **Ainsi, 92 % des produits agricoles canadiens entreront sans aucun droit de douane sur le marché européen, ce qui augmentera la pression économique sur les élevages qui se trouveraient en concurrence directe avec les fermes-usines canadiennes.** Conséquences : pertes d'emplois, dégradation de la qualité des produits puisque l'agriculture canadienne n'est pas soumise aux mêmes normes sanitaires et environnementales que l'UE. **Au nom de l'harmonisation des normes, les lobbys canadiens ont déjà commencé à réclamer la mise en œuvre du CETA, par exemple sur l'autorisation d'OGM, dont le Canada est le 5^{ème} producteur mondial.**

Santé et protection du consommateur ! Les droits du commerce d'abord !

Même si l'accord fournit une protection supplémentaire à 143 origines géographiques (AOC) dont 42 françaises comme pour le « Roquefort, le Saint-Nectaire ou les Pruneaux d'Agen » ...il n'en demeure pas moins que le traité stipule que « les parties s'engagent à faire en sorte que les mesures sanitaires et phytosanitaires ne créent pas d'obstacles injustifiés au commerce ». De plus, au titre d'un accord pris dans le cadre de l'OMS, il est permis aux parties de contester des réglementations spécifiques à l'une des parties. C'est ce qu'avait fait le Canada en 1998 contre l'UE qui refusait l'importation de bœufs aux hormones. Par ailleurs, le CETA ne reconnaît pas le « principe de précaution » pourtant inscrit dans le droit européen et dans la Constitution française.

Un démantèlement inéluctable des services publics !

Si le CETA ne s'en prend pas explicitement aux services publics, ses clauses rendent très difficile, voire impossible, le maintien de ceux existants ainsi que la création de nouveaux services : **les secteurs d'activités concernés doivent être ouverts sans restriction à la concurrence et tout avantage accordé à une entreprise (publique ou privée) du pays devra l'être aussi aux entreprises de droits canadiens.** Ainsi, si une subvention est accordée pour la mise en œuvre d'un service public, elle devra l'être aussi à ses concurrents privés. Les quelques 35 500 communes françaises devront donc appliquer le CETA dans le domaine des marchés publics. Elles devront ouvrir leurs services locaux et appliquer la réglementation des activités des entreprises canadiennes. Ce sont donc, des évolutions silencieuses mais très lourdes dans leurs implications sur le terrain !

Droits sociaux et droit du travail ... la logique du traité s'y oppose

Le traité a beau affirmer, mais sans jamais aucun caractère contraignant sérieux, que les droits sociaux et l'emploi seront sauvegardés, la logique de ses clauses réellement contraignantes produira l'effet inverse. A travers la remise en cause des services publics et celle des réglementations gênant les transnationales opérant dans des secteurs comme l'assurance maladie ou l'éducation, la logique économique d'un tel accord ne peut qu'aggraver le chômage et son corollaire, la précarité. Un tel accord donnera lieu à des fusions/absorptions, des économies d'échelle, et occasionnera chômage et délocalisations. Les PME en seront les premières touchées. L'ALENA, l'accord de même nature mis en œuvre en 1994 entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, s'est soldé par des pertes d'emplois estimées aux États-Unis et au Canada à plus d'un million et au Mexique à au moins quatre millions (l'agriculture paysanne ayant été laminée)... **Une étude universitaire récente évalue que la mise en œuvre du CETA pourrait mener à la suppression de 200 000 emplois en Europe, dont 45 000 en France ! Et ce seront les populations les plus vulnérables qui seront touchées en priorité : femmes, jeunes, seniors, immigrés, ultramarins, handicapés.**

Sur l'environnement et le climat : une parfaite contradiction avec l'Accord de Paris

Là non plus, aucun dispositif contraignant n'est prévu pour assurer **la protection** de l'environnement et **la lutte** contre le réchauffement climatique. En revanche, les dispositifs contraignants du cœur de l'accord qui libéralisent le commerce et l'investissement ne seront pas sans conséquences graves sur le climat et l'environnement. **Le CETA, favorisera non seulement l'agrobusiness, mais amplifiera aussi l'extraction et la consommation d'énergies fossiles polluantes, comme le pétrole extrait des sables bitumineux en Alberta (province du Canada). Il fera également croître les transports transatlantiques de nombreux biens auparavant produits et consommés du même coté de l'Atlantique, le tout entraînant une production accrue de gaz à effet de serre. Une contradiction totale avec l'Accord de Paris !** Et le CETA sera un puissant frein à la mise en œuvre des politiques publiques nécessaires à la transition énergétique et écologique.

LE CETA s'appuiera sur deux mécanismes très dangereux en donnant un pouvoir institutionnel exorbitant aux transnationales qui feront passer leurs intérêts privés avant l'intérêt général. Cette institutionnalisation, qui acte un privilège dans l'orientation des décisions politiques, est sans conteste une atteinte au principe de la démocratie.

Le règlement des différends entre investisseurs et État : une « justice » sur mesure pour les transnationales. Le règlement des différends pouvant intervenir entre investisseurs et États est confié à un tribunal arbitral. **Ce tribunal, dénommé « Système de Cour sur l'Investissement » (ICS), n'autorise que les attaques des investisseurs (les grandes firmes transnationales dans les faits) contre les États. Pas l'inverse... Le profil des arbitres ne laisse guère de doute : ce seront les mêmes que ceux qui sévissent déjà dans d'autres accords de même type et qui infligent des amendes dantesques aux États qui adoptent des lois et réglementations que les transnationales estiment aller contre leurs intérêts.** Un code éthique à propos des conflits d'intérêts est bien envisagé mais aucune sanction ni poursuite pénale n'est prévue, ce qui est pourtant le cas pour les magistrats des États de droit ... A l'opposé des tribunaux publics, la seule référence contraignante des jugements sera le texte du traité lui-même qui fait passer le commerce et l'investissement avant les droits humains, les droits sociaux ou le droit environnemental.

La coopération réglementaire : valeurs suprêmes, le commerce et l'investissement. Pour la première fois dans l'histoire des accords de libre-échange, et sur l'insistance expresse des lobbies d'affaire, le CETA institue un organe de coopération réglementaire. Cet organe (FCR Forum de coopération réglementaire), constitué de hauts fonctionnaires nommés par la Commission européenne et le gouvernement du Canada, sera maître de son agenda. De nombreuses parties seront consultées mais les multinationales et leurs lobbies y auront de fait un poids prépondérant. Le rôle du FCR est d'examiner les projets de lois et de réglementations permettant à ces lobbies d'influer sur leur écriture en amont. **L'objectif du FCR ne laisse aucun doute : il s'agit d'œuvrer coûte que coûte à faciliter le commerce et l'investissement, ce qui veut dire neutraliser les projets de réglementations contraires aux intérêts des grandes firmes.**

Le Conseil Constitutionnel dans sa décision, enfin rendue le 31 juillet 2017, a décidé que le CETA était compatible avec la Constitution et ne nécessitait pas sa révision. Le président de la Commission Jean-Claude Juncker et le Premier ministre canadien Justin Trudeau, se sont donc mis d'accord et l'accord va donc être appliqué « provisoirement » à partir du 21 septembre. Cette application « provisoire » se fera en attendant une pleine entrée en vigueur du texte une fois que tous les parlements des pays membres de l'UE l'auront voté.

Le silence d'Emmanuel MACRON sur ce sujet n'est pas du tout en phase avec la posture qu'il a adoptée en réaction au retrait des E-U sur l'accord de Paris, le texte et la logique du CETA étant en totale contradiction avec les objectifs de la lutte contre le réchauffement climatique.

Le Président de la république et son gouvernement sont confrontés à un choix politique, qui devrait découler d'un débat public, digne de ce nom.

AUJOURD'HUI, ENSEMBLE, DISONS NON AU « CETA » !